La place de la religion dans l'enseignement en Angleterre

The place of religion in education in Great Britain

La importancia de la religión en la enseñanza en Inglaterra

Robert Jackson

Traducteur : Marion Latour

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ries/1447>

DOI : 10.4000/ries.1447

ISSN : 2261-4265

Éditeur

Centre international d'études pédagogiques

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2004

Pagination : 37-48

ISBN : 978-2-85420-561-8

ISSN : 1254-4590

Référence électronique

Robert Jackson, « La place de la religion dans l'enseignement en Angleterre », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* [En ligne], 36 | septembre 2004, mis en ligne le 11 avril 2012, consulté le 14 novembre 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ries/1447> ; DOI : 10.4000/ries.1447

La place de la religion dans l'enseignement en Angleterre*

Robert Jackson

Depuis le XIX^e siècle, les groupes religieux se sont mobilisés en Angleterre, en partenariat avec l'État, pour subvenir aux besoins des écoles et pour intégrer l'éducation religieuse dans les matières du curriculum. Sur le plan institutionnel, l'Église d'Angleterre tient une place privilégiée en tant qu'Église officielle. L'évolution de la société a conduit, dans le domaine éducatif, à une plus grande égalité entre les différentes traditions religieuses; cela a d'abord concerné les communautés catholique romaine et juive et, plus récemment, d'autres traditions.

Parmi ces transformations on observe une sécularisation grandissante survenue au cours des années soixante et soixante-dix, ainsi qu'une diversification de la société du fait de l'immigration. La Grande-Bretagne a accumulé une longue expérience de l'immigration et de l'installation de populations provenant, en particulier, des anciennes colonies d'Asie du sud, d'Afrique et des Caraïbes. Malgré des querelles ponctuelles, ces dernières années, sur le port de symboles religieux à l'école (le turban des Sikhs par exemple)¹, il est peu à peu devenu normal pour les filles de familles musulmanes de porter le *hijab*² ou encore pour les garçons de familles sikhs de porter un turban ou un nœud au dessus de la tête (pour attacher les cheveux qui ne sont jamais coupés). Le port de symboles religieux n'a pas posé de problème majeur. Certaines écoles proposent maintenant des espaces réservés à la prière et un plus grand choix de menus. Il est arrivé, en revanche, que la presse critique la volonté de faire manquer l'école à un élève pour qu'il puisse se rendre dans la demeure de ses ancêtres.

Les problèmes sont apparus là où, du fait de la démographie, certains établissements situés dans des zones pauvres accueillaient une population presque entièrement européenne, alors qu'à proximité les établissements avaient une population majoritairement musulmane, originaire d'Asie du sud. En 2001, certaines villes de moyenne et grande importance du nord de l'Angleterre ont été le théâtre

* Article traduit par Marion Latour.

1. Jones et Welengama (2000) rendent compte d'un appel devant le tribunal qui a obtenu gain de cause en 1983 contre un jugement qui stipulait que pour être admis dans une école indépendante, Gurinder Singh Mandla devait retirer son turban et se couper les cheveux.

2. Ndt : Le *hijab* est une longue robe prescrite aux femmes du prophète Mohammed et aux femmes des croyants pour couvrir le corps entier hormis le visage et les mains. Par la suite, ce terme a été utilisé pour désigner le voile porté traditionnellement par les femmes musulmanes.

d'émeutes entretenues par des groupes de pression d'extrême droite où se sont affrontés des jeunes d'origine blanche et d'origine indienne (majoritairement musulmans). Les organisations religieuses, en particulier les groupes interreligieux au niveau national comme au niveau local, ont le plus grand mal à apaiser de telles tensions.

Les structures et les dispositions éducatives qui définissent les programmes d'éducation religieuse ont évolué par rapport à l'origine. Dans les écoles anglaises et galloises entièrement financées par l'État, l'éducation religieuse a pour objectif de favoriser la connaissance et la compréhension du christianisme et des principales religions présentes dans la société britannique. Elle cherche également à aider les élèves à se faire une opinion personnelle sur les questions de religion. Cependant, dans certaines catégories d'établissements religieux où les subventions sont majoritairement publiques, l'éducation religieuse demeure une forme d'instruction ou de formation religieuse.

Les programmes d'éducation religieuse dans les *community schools*³ anglaises sont rédigés par un conseil local qui réunit quatre groupes : les représentants des enseignants, l'Église d'Angleterre, d'autres confessions ou religions et, enfin, les conseillers municipaux. Le conseil peut co-opter d'autres membres, tels que des humanistes ou des membres de groupes religieux qui représentent une minorité locale. Ainsi, les professionnels de l'enseignement, les groupes religieux et les acteurs politiques se mettent d'accord pour décider ensemble au niveau local du contenu du programme. Il y a aussi une tendance à choisir le modèle proposé à l'échelle nationale.

La pratique quotidienne du culte collectif est, elle, séparée de l'éducation religieuse. Depuis 1944, dans les *county schools*, elle ne devait pas prendre une forme de culte chrétien spécifique. Depuis 1988, les actes de culte collectif doivent être « entièrement ou principalement à caractère chrétien au sens large », une condition assez vague qui laisse aux établissements une grande latitude d'interprétation. Récemment, le responsable des inspecteurs scolaires a exprimé ses réserves au sujet du culte collectif quotidien, citant les nombreux cas de non respect de la loi constatés par les inspecteurs⁴.

L'ÉDUCATION RELIGIEUSE

Le cadre légal

Dans les établissements subventionnés par l'État qui furent créés suite à la loi sur l'enseignement de 1870, les conseils d'administration pouvaient décider d'enseigner la Bible mais sans faire référence à une confession particulière, se

3. Depuis 1998, les établissements entièrement financés par l'État qui n'ont aucun caractère religieux sont appelées *community schools* (anciennement *county schools*, *county* signifiant comté). Les *voluntary schools* désignent les établissements subventionnés entièrement ou partiellement par l'État qui gardent un lien avec leur groupe religieux d'origine.

4. Bell, 2004.

conformant ainsi à la clause dite Cowper-Temple. Celle-ci déclarait qu'« aucun catéchisme ou recueil religieux propre à une confession quelle qu'elle soit ne sera enseigné à l'école ». Cette clause a influencé la législation jusqu'à aujourd'hui. La loi de 1870 comportait également une clause sur la liberté de conscience, permettant aux parents de faire dispenser leurs enfants des cours d'instruction religieuse.

La loi de 1944 rendit obligatoire, pour les établissements recevant des fonds publics, l'adoption des programmes officiels d'instruction religieuse⁵. En Angleterre, chaque instance locale d'éducation⁶ devait convoquer un conseil, composé de quatre groupes et chargé d'élaborer le programme. Deux d'entre eux représentaient les circonscriptions religieuses : l'Église d'Angleterre et « les autres confessions ». En pratique, ces termes désignaient « d'autres confessions du christianisme protestant », puisque les catholiques romains concentraient leur énergie sur leurs propres établissements et qu'aucune autre religion n'était envisagée. Il fallut attendre les années soixante-dix pour que certaines instances locales d'éducation donnent une interprétation libérale à la loi, en acceptant des représentants de religions non chrétiennes au comité « des autres confessions ». Entre la publication du programme officiel de la Cité de Birmingham en 1975 et la loi sur la réforme de l'éducation de 1988, un grand nombre de nouveaux programmes comportaient, outre l'étude de la tradition chrétienne, un nombre significatif de travaux sur des religions autres. Cette tendance reflétait à la fois les changements sociaux survenus en Grande-Bretagne, fruits – en partie – de l'immigration, et l'essor des études religieuses dont le spectre s'était élargi en devenant une discipline laïque de l'enseignement supérieur.

La législation de 1988

Les changements relatifs à l'éducation religieuse, consécutifs à la loi sur la réforme de l'éducation de 1988, doivent être replacés dans un contexte spécifique. En effet, le gouvernement conservateur avait lancé un curriculum national comportant des matières obligatoires de deux natures : les matières principales et les matières secondaires. De l'avis de certains analystes, la décision de laisser le niveau local définir les programmes d'éducation religieuse manifestait le manque d'intérêt que le gouvernement éprouvait pour cette discipline. Cependant, il semble que le secrétaire d'État à l'Éducation considérait que l'application des conditions de 1944, avec l'intégration de l'éducation religieuse au curriculum de base (c'est-à-dire le curriculum national plus l'éducation religieuse), – un droit pour tous les élèves scolarisés dans les écoles subventionnées – était suffisante pour garantir les statuts de l'éducation religieuse et satisfaire les groupes de pression, notamment les instances de l'Église⁷. Néanmoins, les

5. *Agreed syllabuses for religious instruction.*

6. *Local Education Authority* ou LEA.

7. Copley, 1997, p. 135-6

églises auraient largement préféré un accord qui aurait intégré l'éducation religieuse au curriculum national, tout en maintenant à l'échelon local le choix de décider des détails de contenu⁸. En effet, si l'on se replace dans les années immédiatement postérieures à 1988, un grand nombre d'établissements se sont concentrés sur les matières principales du curriculum national, puis sur les matières secondaires, au détriment de l'éducation religieuse. Aussi, l'argument en faveur d'un programme national unique a été de nouveau avancé.

La loi de réforme de l'éducation de 1988 conserva de nombreuses caractéristiques de la loi de 1944) mais introduisit des modifications qui renforcèrent la place de cette matière dans le curriculum en tenant compte de certains développements récents de l'éducation religieuse. Un changement significatif fut l'emploi de l'expression «éducation religieuse» à la place d'«instruction religieuse», qui suggérerait une transmission délibérée de croyances. Désormais, cette matière devait être entièrement éducative et être enseignée à des fins et selon des méthodes qui se justifiaient sur le plan éducatif.

Parce que l'on reconnaissait à des groupes d'intérêt différents le droit d'avoir leur mot à dire dans l'élaboration des programmes et que l'on souhaitait tenir compte des contextes locaux, les dispositions pour la conception des programmes officiels furent conservées mais prirent une forme différente. Pour la première fois dans l'histoire de la législation, des représentants de cultes autres que chrétiens eurent «officiellement» droit de siéger aux conseils chargés du programme officiel, au même titre que le comité des «autres confessions» auparavant. En outre, la mise en place de conseils consultatifs permanents pour l'éducation religieuse⁹ devenait obligatoire (depuis 1944 ils étaient facultatifs). Entre autres fonctions, ces conseils permanents géraient l'utilisation des programmes officiels et avaient le pouvoir d'exiger d'une instance locale d'éducation qu'elle constitue un conseil destiné à réviser le programme officiel local. Leur composition était très voisine de celle des conseils du programme officiel et ils purent coopter des membres supplémentaires.

Parce qu'elle se situait en marge du curriculum national, l'éducation religieuse resta en dehors des dispositions sur l'évaluation nationale officielle et ne devint pas une discipline secondaire. Néanmoins, les indications non statutaires du ministère de l'Éducation et de la Science déclaraient que les conseils chargés du programme officiel pouvaient décider d'inclure des dispositions d'évaluation dans les programmes qui soient comparables à celles des matières du curriculum national.

La loi sur la réforme exige que tout nouveau programme officiel «reflète le fait qu'en Grande-Bretagne, les traditions religieuses sont pour l'essentiel chrétiennes, tout en tenant compte de l'enseignement et des pratiques des principales autres religions représentées en Grande-Bretagne»¹⁰. Rien n'est dit au sujet de l'instruction à la

8. Copley 1997, p. 137-8.

9. *Standing Advisory Councils on Religious Education (SACREs)*.

10. Parlement du Royaume-Uni, 1988, section 8.3.

religion chrétienne et la loi interdit spécifiquement tout enseignement qui constituerait un endoctrinement. Les nouveaux programmes officiels nécessitent d'accorder une attention particulière à la fois à l'étude du christianisme et aux autres principales religions représentées en Grande-Bretagne, indépendamment de leur localisation dans le pays. Ce n'est plus facultatif pour les instances locales.

Par ailleurs, la loi de réforme de l'éducation définit l'éducation religieuse dans le contexte du curriculum global des écoles subventionnées dans les termes suivants : l'éducation religieuse « doit être équilibrée, englober un large nombre de religions et promouvoir le développement spirituel, moral, culturel, mental et physique des élèves et de la société (...) »¹¹. Tout en faisant preuve de tolérance, d'ouverture et d'équilibre, l'éducation religieuse ne doit donc pas se limiter à l'étude des religions, mais, comme le reste du curriculum, être en relation avec l'expérience vécue des élèves, de manière à contribuer à leur développement personnel.

Durant l'examen par le Parlement du projet de loi sur la réforme de l'éducation, le débat sur l'éducation religieuse a porté la marque du manque d'intérêt des hommes politiques pour la recherche et la réflexion menées depuis le début des années soixante sur l'éducation religieuse. En 1988, le débat se limita souvent à une altercation sommaire sur la question de savoir si le contenu de l'éducation religieuse devait être « chrétien » ou au contraire un « méli-mélo » multi-confessionnel¹². Certains parlementaires se livrèrent à une avalanche de déclarations favorables à une forme d'exclusivité à la fois religieuse et culturelle, revendiquant l'enseignement du christianisme confessionnel comme moyen de préserver « la culture britannique » et de dicter à la société un certain ordre moral¹³.

Relativement en marge du désarroi ressenti par les professionnels de l'éducation religieuse – qui constataient que les hommes politiques autant que les théologiens se renvoyaient la balle à propos d'une partie vitale du curriculum – le débat éclipsa la vraie crise que traversait l'éducation religieuse en Angleterre et au Pays de Galles. En effet, plusieurs études¹⁴ et des rapports d'inspection¹⁵ attestèrent d'une pénurie chronique de ressources en termes de personnel, de formation et de matériel.

Même s'il s'agissait d'un compromis, l'élément le plus positif de la législation de 1988 est qu'elle confirma la nature éducative de l'éducation religieuse et garantit que les principales religions de Grande-Bretagne seraient enseignées au même titre que les autres matières au programme dans tous les établissements entièrement subventionnés par l'État.

11. Parlement du Royaume-Uni, 1988, 1 (2) § 2.

12. Alves, 1991.

13. À titre d'exemple, voir Jackson, 1989, en réponse à Coombs, 1988.

14. *Religious Education Council* 1988 ; également *Religious Education Council* 1990.

15. Orchard 1991, OFSTED 1994 et 1995. L'OFSTED, l'*Office for Standards in Education*, est un service du gouvernement dont l'objectif est d'améliorer la qualité et le niveau de l'éducation, notamment grâce à un travail indépendant d'inspection.

Les programmes de référence et le cadre national pour l'éducation religieuse

En 1994, la direction du curriculum et de l'évaluation scolaires¹⁶ a publié deux programmes de référence qui concernaient six religions en Grande-Bretagne : le christianisme, le judaïsme, l'islam, l'hindouisme, le bouddhisme et la religion sikh. Ces programmes ont été élaborés après consultation des membres des communautés religieuses¹⁷. Les deux programmes types¹⁸ ne sont pas statutaires ; ils servent aux conseils chargés des programmes officiels qui peuvent choisir de les ignorer, de s'en inspirer ou de les retravailler. Les délais imposés par les parlementaires pour élaborer ces programmes étaient très serrés. C'est la raison pour laquelle les modes de sélection et de consultation des membres des groupes religieux ont laissé à désirer ; ceci explique également le nombre limité de programmes types conçus par l'administration du curriculum et de l'évaluation scolaires.

Les programmes de référence ont influencé les conseils chargés des programmes officiels des instances locales d'éducation, qui surent s'en inspirer avec créativité¹⁹. Le grand succès de cette entreprise a été la mobilisation, au plan national, des différents groupes religieux. En revanche, les traditions représentées dans les programmes de référence tendent à être fondamentalistes et soulèvent quelques graves questions d'interprétation²⁰.

En 2003-2004, les travaux se sont poursuivis à l'échelle nationale. Après consultation des communautés religieuses et des associations professionnelles d'éducation religieuse, un cadre national non statutaire pour l'éducation religieuse a été ébauché et a fait l'objet d'une consultation publique²¹. Ce nouveau cadre, en soutenant au plan local les *Standing Advisory Councils on Religious Education*²² (SACREs) et les conseils chargés des programmes officiels, a pour objectif de clarifier les normes de l'éducation religieuse, de promouvoir un enseignement et un apprentissage de haut niveau et de faire reconnaître l'importante contribution de cette matière au développement spirituel, moral, social et culturel des élèves. Les lignes directrices sont destinées à garantir que les programmes locaux répondent aux besoins des élèves et à faciliter le développement d'un plus grand nombre de supports pédagogiques nationaux pour

16. *Schools Curriculum and Assessment Authority, SCAA.*

17. L'humanisme n'en faisait pas partie car, dans un contexte autre que celui de l'éducation religieuse, une décision antérieure du tribunal avait déclaré qu'il ne s'agissait pas d'une religion. Un grand nombre de *Standing Advisory Councils on Religious Education* (voir note 1) et de conseils chargés des programmes officiels ont coopté des membres humanistes ou assuré une représentation humaniste au sein du comité en y intégrant des enseignants.

18. Direction du curriculum et de l'évaluation des écoles de 1994 a et b.

19. OFSTED, 1997 (voir note 15).

20. Everington 1996 ; Jackson 1997. Les élèves du secondaire qui se sont spécialisés en éducation religieuse sont censés avoir une bonne connaissance des programmes de référence.

21. *Qualifications and Curriculum Authority, QCA*, 2003.

22. Voir note 9.

l'éducation religieuse. En fournissant des indications claires sur ce que recouvre cette matière, ces lignes directrices visent également à faire mieux comprendre l'éducation religieuse par l'opinion publique. Par ailleurs, elles autorisent explicitement l'étude des philosophies non religieuses, telles que l'humanisme, qui vient ainsi s'ajouter à l'étude des religions. La structure du cadre suit de près celle du curriculum national. L'étape suivante devrait être le développement d'un programme national qui intégrerait l'éducation religieuse dans le curriculum national. En conclusion, bien que la législation et le cadre national considèrent l'éducation religieuse comme une discipline à part du curriculum, on attend de l'éducation religieuse qu'elle contribue au développement spirituel, moral, social et culturel des élèves et qu'elle joue un rôle significatif dans l'éducation à la citoyenneté²³.

LES ÉTABLISSEMENTS RELIGIEUX SUBVENTIONNÉS

Historique

L'existence d'établissements religieux subventionnés par l'État traduit, sur le plan institutionnel, le pluralisme qui règne en Angleterre. Au Pays de Galles et en Angleterre, on peut dire qu'environ un quart des établissements recevant des fonds publics ont en partie une orientation religieuse.

Cette étroite collaboration éducative entre l'Église et l'État anglais remonte à la loi sur l'éducation de 1870. La loi de 1902 instaura le « double système » de partenariat entre l'État et les Églises, en créant un système éducatif national. La loi de 1944 clarifia ce système en faisant la distinction entre les différentes catégories d'établissements subventionnés par l'État. Les *county schools* recevaient des fonds entièrement publics et aucun membre de l'équipe de direction²⁴ n'était nommé par l'Église. Les *voluntary schools*, fondées au départ par des instances religieuses, s'engageaient bénévolement dans des partenariats avec l'État.

Il existait trois types de statuts : les établissements pouvaient être soit subventionnés, soit contrôlés, soit encore bénéficier d'un accord particulier. Dans les *voluntary schools* contrôlées par l'État, l'Église avait pourtant la possibilité de désigner une minorité des membres de l'équipe de direction mais n'apportait aucune contribution financière. C'est l'instance locale d'éducation qui fournissait le programme d'éducation religieuse. Dans les établissements subventionnés, l'instance religieuse conservait plus d'influence et contribuait à la construction et à l'entretien des bâtiments. Dans ces *voluntary schools* subventionnées – établissements relevant de l'Église d'Angleterre, de l'Église catholique romaine, d'autres

23. Jackson 2004, chapitre 8.

24. Ndt : *governors* ou *governing body* en anglais. Outre le directeur, l'équipe de direction réunit un représentant des enseignants, désigné par le personnel de l'établissement, un ou deux parents, élus par les parents, et quelques conseillers municipaux.

confessions chrétiennes et, de façon significative, quelques écoles juives - la majorité des membres de l'équipe de direction étaient désignés par l'instance religieuse qui les subventionnait. Depuis 1988, les *voluntary schools* subventionnées, à l'instar de tous les établissements subventionnés par l'État, ont dû suivre le curriculum national. Cependant, elles ont continué à enseigner l'éducation religieuse et à pratiquer un culte collectif selon la tradition religieuse représentée dans l'établissement; les établissements subventionnés par l'Eglise d'Angleterre utilisent, eux, le programme officiel local, selon les conseils de leurs instances éducatives diocésaines.

Dans la mesure où plusieurs *voluntary schools* juives subventionnées furent instaurées en 1944, d'autres instances religieuses non chrétiennes ont été incitées à poser leurs candidatures pour que leurs écoles indépendantes obtiennent le statut de *voluntary schools* subventionnées. Dans les années soixante-dix, à Londres, il y a eu une tentative infructueuse d'établir un établissement secondaire polyvalent hindou sur ce modèle. Durant les années quatre-vingts et quatre-vingt-dix, plusieurs écoles musulmanes indépendantes ont tenté d'obtenir ce statut mais cette fois encore sans succès.

La loi sur l'éducation de 1993 offrit aux écoles religieuses indépendantes une alternative pour obtenir des subventions publiques²⁵. Les associations de parents, les associations caritatives, les instances religieuses, etc. qui voulaient mettre sur pied leurs propres écoles, pouvaient adresser leur demande directement au ministère de l'Éducation. Cependant, le tout récent secrétaire d'État, Gillian Shepherd, a imposé des critères financiers et concurrentiels si stricts que les écoles chrétiennes évangéliques et les écoles musulmanes indépendantes sont restées en dehors du système étatique²⁶.

Législation et mesures depuis 1997

Depuis 1997, on assiste à des changements radicaux. Outre l'objectif affiché par le gouvernement travailliste d'améliorer l'égalité des chances et d'établir de bonnes relations entre communautés, la conjonction de plusieurs éléments - un meilleur niveau et un sens de la communauté plus fort dans certains établissements religieux (constatés par les statistiques de l'OFSTED)²⁷, des parents de plus en plus exigeants et le lobbying exercé par les groupes de pression - a favorisé une conception plus ouverte du système public d'éducation. Des écoles indépendantes, comme l'école Islamia à Brent, ont été intégrées au système public.

En 1998, la loi sur les normes et le cadre scolaires introduisit le concept de « caractère religieux » et modifia la typologie des établissements recevant des fonds publics²⁸. Le système public compte désormais quatre catégories d'établis-

25. Parlement du Royaume-Uni, 1993.

26. Walford, 2000.

27. OFSTED : voir note 15.

28. Parlement du Royaume-Uni, 1998.

sements : les *community schools* (ex *county schools*), les *foundation schools*, les *voluntary schools* subventionnées et les *voluntary schools* sous contrôle public. Toutes les *community schools* doivent s'appuyer sur le programme local officiel pour enseigner l'éducation religieuse et il leur est interdit d'avoir un caractère religieux. Les établissements appartenant aux autres catégories sont autorisés à avoir un « caractère religieux ». Les *voluntary schools* subventionnées ou contrôlées et certaines *foundation schools* ont, pour la plupart mais pas toutes, un caractère religieux. Toutes celles qui ont cette caractéristique peuvent pratiquer un culte collectif distinct de l'instance religieuse à laquelle elles se rattachent. Seules les *voluntary schools* subventionnées peuvent avoir une éducation religieuse « confessionnelle ». Les *voluntary schools* sous contrôle et les *foundation schools* ayant un caractère religieux doivent utiliser le programme officiel local, sauf lorsque les parents ont spécifiquement demandé que leur enfant suive l'éducation religieuse confessionnelle. Un établissement peut avoir un caractère religieux correspondant à plusieurs religions ou confessions²⁹. Tous les établissements ayant un caractère religieux sont tenus de définir leur éthique. Cette déclaration fait alors partie des outils de direction de l'établissement ; l'équipe de direction doit s'en inspirer pour formuler le projet d'établissement ou l'ensemble de ses objectifs. De fait, un éventail plus varié d'établissements religieux a été intégré au système public, en partie pour des raisons d'égalité, en partie parce

29. L'Angleterre totalise près de 7 000 établissements subventionnés par l'État qui ont un caractère religieux, avec une écrasante majorité dans l'enseignement primaire. Les données qui suivent sont basées sur les statistiques publiées en janvier 1999 par le ministère de l'Éducation et de l'Emploi ainsi que sur l'ordonnance sur le caractère religieux de septembre 1999. Les chiffres de la deuxième colonne représentent le nombre d'écoles primaires ayant un caractère religieux pour chaque catégorie énumérée, alors que la deuxième colonne fournit le nombre total, établissements secondaires compris.

Église catholique romaine	1 771	2 108
Église d'Angleterre	4 531	4 717
Église catholique romaine/Église d'Angleterre	3	11
Église d'Angleterre/Méthodiste	28	29
Église d'Angleterre/Église réformée unie	2	2
Église d'Angleterre/Église libre	1	1
Église d'Angleterre/Église chrétienne	0	1
Méthodiste	27	27
Église réformée	1	1
Église congrégationaliste	1	1
Église chrétienne	13	32
Société des amis	1	1
Aventiste du septième jour	1	1
Juifs	25	30
Musulmans	2	2
Sikhs	1	2
Totaux	6 408	6 966

La première *voluntary school* subventionnée de culte grec orthodoxe a ouvert en 2000.

L'Église réformée unifiée, *United Reform Church*, fut créée en 1972 par l'union de l'Église congrégationaliste d'Angleterre et du Pays de Galles et l'Église presbytérienne d'Angleterre.

que les établissements de ce type sont réputés pour avoir potentiellement certaines qualités qu'il est plus difficiles de développer dans certaines *community schools*³⁰.

L'expansion de l'enseignement juif subventionné par l'État, surtout pour l'enseignement primaire, doit être replacée dans le contexte de l'assimilation. En 1994 le grand rabbin a intitulé son livre *Aurons-nous des petits-enfants juifs?*³¹, tandis que l'expansion de l'enseignement secondaire soutenu par l'Église d'Angleterre doit être interprétée à la lumière d'une pratique religieuse sur le déclin. Par ailleurs, certains pensent que les établissements appartenant à l'Église sont un instrument important au service de sa mission³².

La loi sur les normes et le cadre scolaires de 1998 inaugure également des comités d'organisation scolaire, dont l'un des rôles consiste à prendre des décisions au niveau local sur des propositions en faveur des nouveaux établissements religieux. Ces comités se composent de cinq groupes, notamment d'un groupe anglican et d'un groupe catholique romain. Certaines circonstances peuvent justifier un sixième groupe qui représente d'autres intérêts locaux.

Lors du débat à la chambre des communes sur l'approbation des établissements religieux, Estelle Morris, alors secrétaire d'État à l'Éducation et aux Compétences, déclara avec emphase que la responsabilité d'approuver ou de rejeter les candidatures incombait à ces comités locaux et non au gouvernement : « le gouvernement, au niveau central, n'a pas l'intention de créer, d'autoriser ou de désigner un plus grand nombre d'établissements religieux »³³.

Bien que les établissements religieux se soient développés, la grande majorité de ceux qui sont subventionnés par l'État restent des *community schools*. En Angleterre et au Pays de Galles, l'éducation religieuse dans les *community schools* publiques se caractérise par son ouverture et son libéralisme ; elle ne cherche ni à promouvoir ni à émousser la foi. D'une certaine manière, l'approche particulière en faveur du multiculturalisme qui se lit dans les programmes reflète les spécificités de l'histoire de la religion civile au Royaume-Uni et celles de l'histoire de la Grande-Bretagne, devenue une société multiculturelle. Ces programmes constituent des espaces de dialogue potentiel entre élèves de différents milieux laïcs et religieux.

30. Comme gage donné aux instances religieuses sur sa confiance en leur capacité à faire fonctionner des établissements situés en zones sensibles, le gouvernement a annoncé en mars 2000 son intention de développer des écoles à l'intérieur des cités, les *Inner City Academies*, destinées à apporter une aide spécifique à ces enfants sans faire de discrimination. Quelques-unes de ces institutions reçoivent des fonds d'organismes religieux. Pour plus d'information, voir http://www.standards.dfes.gov.uk/academies/what_are_academies/.

31. Sacks, 1994.

32. Conseil des archevêques, 2001.

33. Morris, 2002.

BIBLIOGRAPHIE

ALVES C. (1991) : « Just a matter of words? The religious education debates in the House of Lords », *British Journal of Religious Education*, 13 (3) : 168-74.

Archbishop's Council (2001) : *The Way Ahead: Church of England Schools in the New Millennium*, London : Church House Publishing.

BELL D. (2004) : « Change and Continuity: Reflections on The Butler Act », speech to commemorate the 60th anniversary of the 1944 Education Act : House of Commons, 21 April 2004, <http://www.ofsted.gov.uk/publications/index.cfm?fuseaction=pubs.displayfile&id=3615&type=pdf> (consulté le 3 mai 2004).

COOMBS A. (1988) : « Diluting the faith », *Education*, 26 August.

COPLEY T. (1997) : *Teaching Religion: Fifty Years of Religious Education in England and Wales*, Exeter : University of Exeter Press.

EVERINGTON J. (1996) : « A question of authenticity: the relationship between educators and practitioners in the representation of religious traditions », *British Journal of Religious Education*, 18 (2) : 69-77.

JACKSON R. (1989) : « Fortifying Religious Education », *Resource*, 11, 3, 5-6.

JACKSON R. (1997) : *Religious Education: An Interpretive Approach*, London : Hodder and Stoughton.

JACKSON R. (2004) : *Rethinking Religious Education and Plurality: Issues in Diversity and Pedagogy*, London, RoutledgeFalmer.

JONES R. and WELENGAMA G. (2000) : *Ethnic Minorities in English Law*, Stoke on Trent, Trentham.

MORRIS E. (2002) : House of Commons, *Hansard*, 6 February, Column 898.

OFSTED (1994) : *Religious Education and Collective Worship 1992-3*, London, Her Majesty's Stationery Office.

OFSTED (1995) : *Religious Education: A Review of Inspection Findings 1993/94*, London, Her Majesty's Stationery Office.

OFSTED (1997) : *The Impact of New Agreed Syllabuses on the Teaching and Learning of Religious Education*, London: Her Majesty's Stationery Office.

ORCHARD S. (1991) : « What was wrong with religious education? an analysis of HMI Reports 1985-1988 », *British Journal of Religious Education*, 14 (1) : 15-21.

QCA (2004): «A National Framework for Religious Education», consultation document, London, Qualifications and Curriculum Authority, downloadable from: <http://www.qca.org.uk/news/7150.html>

REC (1988): *Religious Education: Supply of Teachers for the 1990s*, Lancaster: The Religious Education Council of England and Wales.

REC (1990): *What Conspired Against RE Specialist Teacher Supply?* Lancaster: The Religious Education Council of England and Wales.

SACKS J. (1994): *Will We Have Jewish Grandchildren?* London: Valentine Mitchell.

Schools Curriculum and Assessment Authority (SCAA) (1994a): *Model Syllabuses for Religious Education: Model 1: Living Faiths Today*, London: School Curriculum and Assessment Authority.

Schools Curriculum and Assessment Authority (SCAA) (1994b): *Model Syllabuses for Religious Education: Model 2: Questions and Teaching*, London: School Curriculum and Assessment Authority.

UK Parliament (1988): *Education Reform Act 1988*, London: HMSO.

UK Parliament (1993): *Education Act*, London: Her Majesty's Stationery Office.

UK Parliament (1998): *School Standards and Framework Act*, London: Department for Education and Employment.

WALFORD G. (2000): *Policy and Politics in Education: Sponsored Grant-Maintained Schools and Religious Diversity*, Aldershot: Ashgate.